

*Les subsides*

● (1130)

**M. McMillan:** Monsieur le Président, l'évaluation comparative des emplacements des deux chantiers en question, soit celui du siège national du ministère des Affaires des anciens combattants et celui du Centre de congrès Prince Edward Hilton, n'a aucun rapport avec la question. Ce qui est pertinent, c'est que deux ministères du gouvernement favorisaient des emplacements différents. Ils travaillaient l'un contre l'autre au point qu'un projet de réaménagement du port de Charlottetown, devant coûter plusieurs millions de dollars, a été sapé par le ministère des Travaux publics alors qu'un ministère du même gouvernement, soit celui de l'Expansion industrielle, y avait déjà investi plusieurs millions de dollars.

J'ai montré dans mon discours qu'il est terriblement important que la main gauche sache ce que fait la main droite, et que les deux travaillent ensemble. Combien de fois n'avons-nous pas vu un ministère du gouvernement fédéral agir différemment d'un autre ministère. Ils s'opposent l'un à l'autre. Je me suis servi de l'emplacement du ministère des Affaires des anciens combattants comme d'un exemple. Il faut que l'harmonie règne entre les ministères d'un même gouvernement, et aussi entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Pendant les seize années que le premier ministre a été au pouvoir, nous avons connu la discorde plutôt que l'harmonie et l'affrontement plutôt que la collaboration. Selon moi, c'est l'une des principales causes du problème en ce qui concerne les mesures d'expansion régionale au Canada.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, si j'en ai le temps, je voudrais poser deux questions. D'abord, que pense le député du libre-échange? Si nous libéralisons le commerce avec les États-Unis et d'autres pays, quel effet cela aura-t-il sur la région de l'Atlantique?

**M. McMillan:** Monsieur le Président, je pense qu'il convient de mentionner d'abord quelques faits historiques. Quand l'Île-du-Prince-Édouard et les autres provinces de l'Atlantique étaient des colonies, c'est-à-dire à l'époque où elles étaient prospères, elles faisaient beaucoup de commerce selon un système analogue au libre-échange avec ce qui est maintenant le nord-est des États-Unis. Quand sir John A. MacDonald et tous ses successeurs à l'échelon fédéral ont voulu appliquer des lignes de conduite nationales en matière de douane au Canada, le commerce de la région de l'Atlantique a changé artificiellement pour se faire de l'est à l'ouest plutôt que du nord au sud comme auparavant.

C'est l'un des sacrifices que la région de l'Atlantique a acceptés pour faire partie de la famille canadienne. Par ailleurs, même si nous avons accepté ce sacrifice, nous devrions

obtenir quelques avantages en retour, par exemple en ce qui a trait au tarif-marchandises. Au lieu de cela, les politiques relatives au tarif-marchandises, si importantes pour le commerce, ont saboté les avantages que nous avions auparavant. Il y a aussi d'autres exemples de mesures prises par divers gouvernements fédéraux, la plupart libéraux, qui ont nui à nos efforts en vue d'améliorer nos relations commerciales, non seulement avec d'autres pays, mais même avec d'autres régions du Canada.

Je ne suis pas moi-même partisan du libre-échange, même si je pense que nous pourrions relâcher les barrières douanières et non-douanières dans certains secteurs. Je crois cependant que si la région de l'Atlantique doit payer le prix de douanes élevées au Canada, elle doit obtenir certains avantages en retour. Nous en avons obtenu très peu jusqu'ici.

**M. Waddell:** Monsieur le Président, je voudrais poser une autre question d'ordre général au député. Il me semble que si un parti à la Chambre préconise la survie du plus fort, c'est-à-dire ce qu'on appelle le darwinisme social, c'est bien le parti conservateur. Il me semble que ce parti est celui qui devrait préconiser le moins l'égalitarisme. Comment le député peut-il, tout en appliquant cette philosophie de la droite moderne, préconiser des dispositions spéciales pour la région de l'Atlantique au lieu de la laisser se débrouiller seule comme le dicte la politique conservatrice traditionnelle? Voilà ce qu'est le conservatisme d'aujourd'hui.

**M. McMillan:** Monsieur le Président, la question s'appuie sur une prémisse tout à fait fautive.

**M. Crosbie:** Et stupide.

**M. McMillan:** Aucun membre de mon caucus ou du parti progressiste conservateur ne pourrait se dire conservateur s'il avait jamais préconisé ou appuyé le darwinisme social ou la survie du plus fort lorsqu'il est question d'individus, de gouvernements ou même de pays. Je suis fier de ce qu'a fait sir John A. Macdonald, qui n'a pas hésité à se servir des pouvoirs de l'État dans l'intérêt de l'ensemble de la société, même si ce fut parfois au détriment des intérêts individuels. Je suis fier de ce qu'ont fait sir Robert Borden et Arthur Meighen, qui ont renforcé certains des liens créés par sir John A. Macdonald lui-même grâce à la construction du CN. Cela ne s'est pas fait dans le cadre d'une politique pusillanime d'étatisme, monsieur le Président. Je suis fier de ce qu'a fait John Diefenbaker qui, sous certains aspects, a été le père de l'assurance-maladie moderne à cause des initiatives qu'il a prises.